

<https://enseignants.se-unsq.org/Budget-2025-des-consequences-inacceptables-pour-les-PE-et-les-instit>



enseignants de l'Unsa



Budget 2025 : des conséquences inacceptables pour les PE et les instit' !

- Je suis... - Prof d'école -

Date de mise en ligne : vendredi 8 novembre 2024

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

Le projet de budget 2025 présenté par le gouvernement et en discussion au parlement est un budget très régressif aussi bien pour les conditions de rémunération des personnels que pour leurs conditions de travail.

Les salaires

- **Revalorisation ?**

Le fait marquant pour les personnels est une fois de plus l'absence de mesure de revalorisation des salaires. Le projet de budget ne prévoit aucune disposition relative à la hausse de la valeur du point d'indice. Après une année 2024 blanche en matière de rémunération, c'est une nouvelle fois la diète. Quand l'économie va bien ce n'est pas le moment et quand les finances publiques sont en crise c'est encore moins le moment. Bref, cette logique permanente de ne jamais considérer comme utile de revaloriser les salaires conduit d'une part à une diminution importante du pouvoir d'achat des agents publics face à l'inflation et d'autre part à accroître le décrochage salarial et la dévalorisation de nos métiers.

D'autre part, qu'en est-il de la réflexion amorcée sur la revalorisation des milieux de carrière pour répondre à une absence réelle de progression pendant 10 à 15 ans ? Les belles annonces de l'ancien premier ministre auxquelles il avait lui-même renoncé dès son arrivée à Matignon sont bel et bien parties aux oubliettes.

- **Dévalorisation**

Ignorer la réalité des besoins salariaux des personnels est une chose, conduire une politique punitive en est une autre. Le gouvernement n'a pas froid aux yeux. Le choix de supprimer la Gipa*, qui était le seul moyen de compenser la perte de pouvoir d'achat, est acté pour l'année 2025 mais également pour faire des économies sur le budget 2024 en cours.

- **Coup de grâce**

Mais s'arrêter là n'était pas suffisant, le gouvernement prévoit d'aller encore plus loin. Quand on veut tuer son chien on dit qu'il a la rage, quand on veut faire des économies, on va prendre dans les poches des fonctionnaires, cette population de travailleurs soi-disant particulièrement « absentéiste ». La solution : trois jours de carence pour le public alors que si cette mesure existe pour les salariés du privé, elle est compensée pour les $\frac{3}{4}$ d'entre eux par l'employeur.

De plus, on réduit le salaire pendant les congés maladies. En effet, jusqu'à présent 100 % du traitement de base était maintenu (en dehors des primes et indemnités), le gouvernement prévoit à l'avenir seulement 90 %.

Des mesures punitives, c'est aisé à mettre en œuvre, se préoccuper de la santé et des conditions de travail de ses agents, c'est en revanche très loin des préoccupations de notre employeur.

La taille à vif dans les moyens de l'École publique

- **Suppressions de postes**

La quasi-totalité de l'effort des réductions de déficit sera bien assumée par l'École avec la suppression de 3 155 postes dans le 1er degré. Les écoles rurales seront notamment dans l'incapacité de pouvoir absorber une telle vague de suppressions. La prévision en particulier de supprimer près de 750 postes de remplaçants est inscrite au projet de budget alors même que la problématique du remplacement est centrale pour la totalité des territoires.

Le quotidien difficile des classes surchargées accru par le manque de remplaçants dans les écoles, les conditions d'apprentissage dégradées pour nos élèves et le sous-investissement dans l'école primaire mis en lumière par l'OCDE depuis des années sont ignorés. Si cela n'est pas du déni de la réalité, ça y ressemble fortement.

Alors que l'on manque déjà d'AESH pour les élèves qui en ont besoin, le ralentissement des recrutements dégradera un peu plus la situation même si le nombre d'AESH n'est pas la seule réponse aux difficultés de l'École inclusive. De la même façon, dans un contexte où les besoins en enseignants spécialisés sont criants, ce budget n'offre aucune perspective de formation et de recrutement.

- **Conditions de travail**

Alors qu'un bilan de la mise en œuvre des actions de prévention des risques psychosociaux (RPS) est prévu prochainement, ceux-ci devraient se multiplier à cause des suppressions de postes :

- casse-tête des réorganisations d'écoles à la suite des fermetures de classes ;
- sentiment d'insécurité pour les collègues concernés par des mesures de carte scolaire qui peineront de plus en plus à trouver un nouveau poste équivalent près de chez eux ;
- augmentation de la charge de travail pour les directeurs et directrices des petites écoles qui se demanderont une fois de plus s'ils pourront réellement bénéficier de leurs jours de décharges.

L'avis du SE-Unsa

Le budget tel que présenté au Parlement est inacceptable. Certains amendements portés par le gouvernement pourraient même dégrader encore le projet initial en particulier l'augmentation des jours de carence et la baisse de la rémunération en congés maladie.

Pendant toute la période de discussion au parlement, le SE-Unsa agit auprès du gouvernement et des parlementaires pour obtenir le renoncement à la suppression massive de postes et à l'absence de perspective d'amélioration des rémunérations.

Le SE-Unsa agit par tous les moyens pour faire évoluer la proposition initiale et n'exclut à ce jour aucune modalité d'actions.

** L'indemnité de garantie individuelle du pouvoir d'achat (Gipa) était versée automatiquement si l'évolution du traitement brut indiciaire était inférieure sur 4 ans à celle de l'indice des prix à la consommation.*